



PLAN D'AUSTERITE DANS LA SANTE : TROP, C'EST TROP...

Lavalur le 2 juillet 2015

Budget d'austérité, plan d'économie de 3 milliards d'euros entre 2015 et 2017, suppressions d'emploi, contrats de retour à l'équilibre... Pour les hôpitaux la diète est trop sévère.

Alors que trois syndicats - CGT, FO et Sud - ont été reçus par le ministère après la manifestation du 25 juin 2015 contre l'austérité dans les hôpitaux, les réactions contre des économies insoutenables sont de plus en plus vives. Les Contrats de Retour à l'Equilibre Financier (CREF) imposés aux établissements sont dénoncés par les syndicats qui précisent que le plan d'économies sur trois ans devrait entraîner 20 000 suppressions d'emplois.

Les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) sont également rejetés par la CGT et les autres organisations syndicales. Ces GHT prévoient le regroupement de centres hospitaliers publics, voir privés, avec un projet médical commun et la mutualisation des moyens. Il y a là un risque pour les petits établissements et donc sur l'offre de soins proposée à la population.



Le budget de la Sécu : historiquement bas

Les réactions sont également vives contre la diète imposée par l'ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie).

Pour les deux années à venir, l'ONDAM devrait chuter à 1,75 %, ce qui suppose 2,2 milliards d'euros d'économies supplémentaires d'ici 2017. Or, spontanément, les dépenses de soin augmentent d'environ 4 % par année.

"À 4 %, on se maintient. À 2,5 %, c'est compliqué. Sous les 2 %, c'est impossible, assure Frédéric Pierru, sociologue, à Mediapart. Vous ne pouvez pas faire fonctionner un tel système avec ce chiffre, ça le fait forcément plonger. Quand on fait ça, on fabrique sciemment du déficit pour les hôpitaux."

Et si la Sécurité sociale emprunte à des taux généralement très bas, c'est loin d'être le cas des établissements de santé, qui commencent à trouver que la note est salée, souligne le site d'actualités.

Selon une note que Mediapart s'est procuré, rédigée par le directeur de la Sécurité sociale et adressée début juin aux différents ministres concernés (santé, affaires sociales, finances), la Sécu tire également la sonnette d'alarme. "L'objectif global, fixé à 1,75 %, est historiquement bas."

Plus loin, la note met en garde : "Ce débasage vient réduire de façon pérenne les recettes des établissements de santé, ce qui tend davantage leur situation financière et augmente le risque que les économies ONDAM 2016 se traduisent par une hausse du déficit hospitalier."

Le texte ne s'arrête pas là.

Des "dépassements" vont avoir lieu en 2015 (typiquement, une épidémie de grippe), qui « constitueront autant d'économies supplémentaires à trouver en 2016 ». "Il s'agit donc de durcir significativement la trajectoire », entre 2015 et 2017, « alors même que le respect de ce plan supposait déjà des efforts répétés jamais accomplis par le passé. "

La FHF contre les fermetures

De son côté, la Fédération hospitalière de France s'est aussi émue de cette cure d'austérité qui se traduit par des fermetures.

Il y a quelques jours, dans une lettre adressée à Marisol Touraine, le patron de la FHF, s'inquiète d'une multiplication de "décisions de fermeture d'unités de médecine ou de SSR" et «solennellement (...) dans le respect des principes que nous avons partagés dans le cadre du pacte de confiance, de demander aux ARS de stopper les décisions de restructurations en cours et de tout mettre en œuvre pour que des mesures d'appui territorial à ces établissements soient prises".



Quant à la Cour des Comptes, elle estime, dans son rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques rendu le 24 juin, que le non-versement, fin 2014, de 250 millions d'euros de dotations hospitalières "a pu contribuer au creusement du déficit" des hôpitaux publics.

S'agissant des hôpitaux publics et établissements privés participant au service public hospitalier, elle confirme qu'en 2014 leur déficit s'est "accru".

Ce déficit "se serait élevé à 260 millions d'euros, en aggravation de 160 millions par rapport à 2013", indique-t-elle, reprenant des données annoncées en mai par le directeur général de l'offre de soins (DGOS), lors des salons santé autonomie.



**ILS NE PENSENT
QU'AUX SOUS !!!
ON NE PENSE
QU'AUX SOINS !!!**

www.cgt-chlavour.fr

CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Permanence le mardi de 9 h à 16 h. tél. : 05 63 83 30 38 ou 3038 Mail : cgt.chlavour@wanadoo.fr

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr